

## STRATÉGIE, SÉCURITÉ ET DIVERSIFICATION ÉNERGÉTIQUE

# Quid de l'Algérie en l'absence d'un cap directeur ?

**Notre pays a-t-il réellement une stratégie énergétique en l'absence d'un cap directeur ? Non, d'autant plus que le Conseil national de l'énergie (CNE), pourtant chargé d'élaborer la stratégie nationale en matière d'énergie, ne s'est jamais réuni.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Hier au Mas des Planteurs à Zéralda, le Laboratoire de valorisation des énergies fossiles de l'Ecole nationale polytechnique a organisé un séminaire sur «la sécurité énergétique des Etats».

Soutenue par les groupes Sonelgaz, Sonatrach et Naftal, cette manifestation s'inscrit dans le cadre du déroulement de la 3<sup>e</sup> session de la post-graduation en économie de l'énergie. Une quinzaine d'exposés ont été présentés par des doctorants et des professeurs chercheurs. Ils ont

porté sur les cas des pays industrialisés (Etats-Unis, Europe, Japon, Allemagne, France, Canada, Italie et Espagne), le développement contraire des pays émergents (Brésil, Russie, Inde et Chine) et les errements des pays en développement (Golfe, Union du Maghreb arabe dont l'Algérie). En fait des monographies chiffrées sur les paramètres socio-économiques, les ressources énergétiques fossiles et non fossiles et sur les choix énergétiques de ces pays. Et non une présentation critique et analytique des stratégies éner-

giques développées par ces pays comme le P-dg de Naftal, Saïd Akretch, a tenu justement à le relever, en insistant néanmoins sur la nécessité pour ces Etats d'adopter, tel un réflexe, une stratégie de diversification dans l'approvisionnement ou la fourniture énergétique. Des stratégies en matière de sécurité et de diversification énergétiques qui diffèrent selon les pays, certains prenant une avance certaine sur d'autres.

Malgré des arrangements, chacun des ces pays œuvrant à assurer son autonomie énergétique à sa manière et de manière la plus judicieuse et prenant en considération la protection de l'environnement. Comme le relèvera le P-dg du groupe Sonelgaz, Noureddine Boutarfa qui a mis en avant «la stratégie qui vise à promouvoir et à diversifier les échanges énergétiques régionaux tout en travaillant à instaurer un véritable esprit de dialogue et de concertation entre les différents acteurs de la scène énergétique régionale ou mondiale». Mais quid réellement pour l'Algérie ? Notre pays a-t-il réellement une stratégie énergétique ? Certes, le P-dg de Sonelgaz rappellera l'ambition de faire évoluer le taux de pénétration du gaz de 40% à la fin 2007 vers un objectif de 57% à terme, le taux de pénétration étant de 97% pour l'électricité, la volonté de

privilégier le gaz comme source d'énergie complémentaire et le choix du mix énergétique dans la consommation des ménages. En rappelant que «la croissance, de l'ordre de 5% l'an, du marché de l'électricité impose un rythme d'investissement soutenu pour assurer la sécurité de l'approvisionnement du marché». Et que «les programmes en matière de développement de moyens de production sont caractérisés par le choix du cycle combiné comme principale filière pour les années à terme : le développement des énergies renouvelables (solaire et éolienne) devra représenter 2,5% de la production annuelle et, enfin, à plus long terme, par l'introduction de la filière électronucléaire pour des considérations tant économiques qu'environnementales». Mais s'agit-il également et uniquement de se développer à l'international, notamment dans le cas de Sonatrach, de continuer à vendre du gaz à l'Europe, d'offrir l'amont à l'investissement étranger sans feedback... ?

Or, notre pays manque réellement de stratégie énergétique notamment dans le contexte d'épuisement à terme de nos réserves, le risque du recours à l'importation se posant, et de l'impératif d'assurer la sécurité énergétique et le développement durable.

Cela en l'absence d'une stratégie

«avec feed-back», de «cap directeur», pour paraphraser le professeur Chems-Eddine Chitour, directeur du Laboratoire de valorisation des énergies fossiles. En marge de ce séminaire, cet universitaire a relevé que le Conseil national de l'énergie (CNE), chargé d'élaborer la stratégie nationale en matière d'énergie, ne s'est jamais réuni.

De même, Chems-Eddine Chitour a déploré la «bazardisation», la dispersion d'efforts, ainsi que la forte tendance au gaspillage, la consommation effrénée et la pollution croissante, en l'absence d'une prise en compte de la nécessité de développer la maîtrise de l'énergie. Pour le directeur du Laboratoire de valorisation, notre pays doit promouvoir le GPL, exploiter mieux et davantage les 200 sources géothermiques qu'il possède et transformer les 500 000 tonnes de dattes pourries en bio-carburants.

Voire développer la sobriété énergétique, consommer moins en consommant mieux, développer l'éducation environnementale et impliquer tous les secteurs concernés, notamment les Transports (promotion du covoiturage, utilisation de véhicules moins polluants et consommant moins de carburants). En somme, «c'est l'affaire de tous», dira le professeur Chitour.

C. B.

### PRODUCTION DE CARBURANTS

## L'hydrogène, l'alternative

La promotion du gaz naturel hydrogène comme carburant est une alternative au gaz naturel à terme. C'est ce que le directeur du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), Belahmel Mayouf, a relevé lors de ce séminaire. Pour le responsable du CDER, relevant du secteur de l'énergie, l'hydrogène produit à partir d'un mix décroissant avec le gaz naturel sera le moyen le plus sûr à l'horizon 2030. En rappelant que cette énergie est déjà produite à Skikda mais doit être davantage développée, le CDER et Naftal s'associent dans ce but.

C. B.

## LA COMMISSION MIXTE ALGÉRO-ARGENTINE SE RÉUNIRA SAMEDI

# Signature de deux accords-cadres et d'un mémorandum

**En attendant la signature dans un futur proche d'un accord spécifique sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, deux accords-cadres et un mémorandum d'entente seront signés à l'issue de la réunion de la 4<sup>e</sup> session de la commission mixte algéro-argentine, samedi et dimanche prochains.**

Deux accords-cadres et un mémorandum d'entente seront signés à l'issue de la réunion de la 4<sup>e</sup> session de la commission mixte algéro-argentine, samedi et dimanche prochains. Cette session sera présidée par le secrétaire argentin du Commerce et des Relations économiques internationales Alfredo

Chiardia, et la ministre déléguée, chargée de la Recherche scientifique, Souad Bendjaballah.

Ces deux concerneront les domaines des sports et de la diplomatie tandis que le mémorandum d'entente liera l'Institut national de recherche agronomique (INRA) à l'Institut argentin de technologie

agronomique (INTA). Selon l'ambassadeur argentin en Algérie, Bibiana Jones, qui a animé un point de presse hier, cette session débattait des perspectives de renforcement de la coopération bilatérale dans différents domaines. Ce sera également l'occasion de discuter des mesures à même d'augmenter les échanges commerciaux bilatéraux, en émettant le vœu de voir la balance commerciale s'équilibrer entre les deux pays. A ce propos, l'ambassadeur argentin a indiqué que l'Algérie représente un partenaire commercial «très impor-

tant» pour son pays dont il occupe la 17<sup>e</sup> place comme destination de ses exportations au niveau mondial.

Selon des statistiques argentines, les exportations argentines ont atteint 764 millions de dollars en 2007, alors que ses importations d'Algérie étaient de 95 millions de dollars. Abordant la coopération scientifique, l'ambassadeur, qui a rappelé que le réacteur de Draria a été construit par l'entreprise argentine Invap, souhaita la signature dans un futur proche d'un accord spécifique entre les deux pays dans le domaine de l'utili-

isation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Concernant le volet culturel, l'ambassadrice argentine s'est félicitée de l'initiative de construction à Alger de la bibliothèque arabo-sud américaine qui permettra, a-t-elle dit, de «rapprocher les cultures de ces deux régions du monde», tout en annonçant la tenue fin avril à Alger d'une réunion du comité culturel, composé de plusieurs représentants des pays concernés, et chargé de l'étude et de l'analyse de ce projet.

C. B. / APS

### UNE DÉLÉGATION DE LA CHAMBRE ALGÉRO-ALLEMANDE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (A.H.K) À TIZI-OUZOU

## La modeste performance à l'exportation des entreprises algériennes soulignée

**A l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie du Djurdjura (CCID), une rencontre a regroupé, dans la journée d'hier, à Tizi-Ouzou des investisseurs locaux avec une délégation de l'AHK, chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie.**

«Une rencontre dédiée, selon M. Madjkouh, président de la CCID aux entreprises qui souhaiteraient s'investir dans l'exportation.» Parlant des missions de cette chambre bilatérale dont le rôle est de développer l'activité à l'exportation des entreprises allemandes et algériennes et le travail de lobbying de celle-ci visant à faciliter aux opérateurs algériens et allemands l'accès aux marchés respectifs des deux pays, le

directeur de l'AHK, M. Andreas Hergenröther évoquera les nombreux partenariats développés par les entreprises allemandes en Algérie. Parallèlement, les performances algériennes dans le domaine des exportations hors hydrocarbures restent modestes, selon le D.G de l'AHK qui appellera qu'avec 800 millions d'euros d'exportations hors hydrocarbures, l'Algérie vient nettement derrière nos voisins maghrébins

dont les exportations se chiffrent en milliards d'euros, 7 milliards d'euros pour la Tunisie et presque autant pour le Maroc. M. A. Hergenröther n'a pas manqué, également, de souligner le manque d'attractivité du marché algérien pour l'activité industrielle de la sous-traitance et des activités équipementières. Là aussi, l'Algérie occupe la peu reluisante 140<sup>e</sup> place sur les 150 dans le monde, contrairement à la Tunisie qui reste très prise par les équipementiers industriels. Par exemple, 30 entreprises allemandes spécialisées dans la sous-traitance automobile sont installées en Tunisie, selon le D.G de l'AHK pour qui des améliorations

dans le domaine de l'administration économique (douanes, banque, fiscalité...) et dans la réalisation des infrastructures restent à apporter. Dans son exposé de présentation du service de promotion des exportations qu'il dirige au sein de l'AHK, M. Sébastien Metz parlera de l'importance des salons d'exposition allemands et de leur rôle de vitrines que les exportateurs et les PME/PMI algériens exerçant dans différents secteurs d'activités, peuvent saisir. L'Allemagne détient à elle seule 2/3 des salons leaders dans le monde. Ces derniers ont attiré en 2006, 9,8 millions de visiteurs et 171 000 exposants dont 82 541 sont étrangers.

L'orateur soulignera le rôle de lobbying au sein du marché allemand que se propose de jouer l'AHK en faveur des entreprises algériennes pour le développement des relations d'affaires et pour leur permettre de pénétrer le marché allemand. Il a été souligné durant cette rencontre que beaucoup reste à faire pour développer les capacités à l'exportation des entreprises algériennes. Un hiatus où se mêlent de nombreux paramètres qui éloignent l'Algérie du partenariat gagnant-gagnant appelé de tous ses vœux par M. Madjkouh, président de la chambre de commerce et d'industrie du Djurdjura.

S. A. M.